

CODE DES MARCHÉS PUBLICS**Les facteurs de blocage persistent pour les entreprises**

Le code des marchés publics, même révisé, demeure encore un facteur de blocage pour les entreprises nationales, notamment dans le contexte d'une dépenalisation de l'acte de gestion et d'une lutte contre la corruption qui relèvent encore du velléitaire.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le code des marchés publics a été revu plusieurs fois durant la décade écoulée, observait, hier, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE).

Ouvrant, hier, les travaux d'un atelier dédié à la passation des marchés publics, Reda Hamiani a estimé que les modifications successives apportées à ce code, n'ont pas été réellement stimulantes pour l'entrepreneuriat. Au lieu de «faciliter», le nouveau dispositif constitue a contrario un «facteur de blocage», un obstacle pour la réalisation des projets lancés par les entreprises, notamment les entreprises publiques, considère-t-on.

Un facteur de blocage, de contraintes effectives et porteur de contradictions, les participants à cet atelier et notamment le professeur Abdelhamid Berchiche, agrégé de l'Université, étaient unanimes à en convenir.

Au-delà de sa philosophie, ce code pose en fait un souci d'applicabilité et de compréhension pour les opérateurs essentiellement publics, soumis à l'«épée de Damoclès» que constitue encore la pénalisation de l'acte de gestion. Certes, plusieurs dispositions de ce code, notamment le recours au gré à gré et autres facilités accordées aux entreprises publiques, sont considérées parfois comme non contraignantes. Néanmoins, d'autres dispositions le sont moins, relèvent des représentants d'entreprises publiques, stipendant des lourdeurs procédurales et un engouement mitigé des éventuels partenaires étrangers.

L'opportunité pour cet universitaire de constater de nombreuses «aberrations» liées à l'application de ce code qu'il s'agit de revoir.

Qu'il s'agisse de la pénalisation du «mal acte», de la «faute» en matière de gestion des deniers publics, pourtant soumise à la

sanction civile et aux dispositions du code de commerce, ou qu'il s'agisse du recours à des pratiques censées interdites (multiplication des avenants, allotissement, le choix du moins-disant...) ou dont l'application doit être mesurée et mieux appréhendée (gré à gré, marge de préférence nationale de 25%...) ainsi que la mauvaise préparation des marchés et l'absence de vigilance quant aux «39 comportements délictueux», le diagnostic du P^r Berchiche sera parfois très critique. «Comment rendre moins lourd le dispositif mis en place ?», s'interroge-t-il, considérant que les remaniements apportés à ce code ne sont que du «rafistolage», du «saupoudrage».

Ceci, outre le fait que l'observatoire de la commande publique, prévu par la législation et à même de contrôler et d'évaluer la dépense publique, n'a pas encore été installé, et ce, dans le contexte où la dépenalisation de l'acte de gestion, évoquée par la rhétorique gouvernementale, reste encore un vœu pieux, une velléité. C'est «le nœud gordien», considère Abdelhamid Berchiche, déplorant



Photo : Samir Sid

Hamiani dénonce les lourdeurs procédurales.

également le non-respect dans les faits des principes de l'Etat de droit, «la présomption d'innocence, et accessoirement, le bénéfice du doute» voire un déficit de volonté réelle et effective sur le terrain

en matière de lutte contre la corruption, au-delà de la simple velléité ou de la multiplication des textes réglementaires, au demeurant contradictoires.

C. B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES RECONNAÎT LA DIFFICULTÉ DU CONTRÔLE

11,6 milliards de dinars de transactions sans factures en 2014

Le contrôle des pratiques commerciales se fait dans la limite des moyens dont disposent les structures qui en sont chargées. L'aveu est du directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au niveau du ministère du Commerce. Il présentait hier le bilan des activités de son département qui a effectué au cours du premier trimestre de l'année en cours 300 000 interventions. Les transactions sans factures se chiffrent à 11,6 milliards de dinars et ne représentent que 10% de l'évasion fiscale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En passant de 2 500 à 10 000 agents de contrôle, les services chargés de la répression des fraudes ont multiplié les contrôles mais le premier responsable du contrôle économique et de la répression des fraudes reconnaissait hier sur les ondes de la Chaîne III que les lois étaient appliquées en fonction des moyens dont disposaient les agents.

Au premier trimestre de l'année en cours, ces derniers ont effectué 300 000 interventions, procédé au prélèvement de 28 44 échantillons pour analyse, établi 46 607 procès-verbaux pour infractions et pris la décision de fermer 2 857 locaux commerciaux. Ces mêmes agents ont découvert que le chiffre d'affaires illicite global des transactions sans factures s'élevait à 11,6 milliards de dinars.

Le montant réel de ces transactions illicites est plus important puisque, avertit le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au niveau du ministère du Commerce, ce chiffre ne représente que 10% des transactions commerciales illicites. En moyenne, l'évasion fiscale se chiffre aux alentours de 500 millions de dinars. Il affirme que le problème de facturation est posé en Algérie depuis des années. A une question relative aux sanctions prévues par la loi, Abdelhamid Boukahnone répond que les agents essayaient d'appliquer la loi mais que c'était tout le système qui devait être réorganisé, en

priorité l'activité commerciale et la professionnalisation des commerçants. Il a évoqué les difficultés de maîtriser les grands espaces d'échanges comme Semmar ou les abattoirs de Sétif. Interrogé sur la pratique qui consiste à exposer les produits à même les trottoirs, il répondra que tous les jours des procès-verbaux sont établis mais que l'exposition des produits en dehors des magasins ne relevait pas uniquement du ministère du Commerce puisqu'il s'agit d'occupation illicite de l'espace public qui exige l'intervention des agents de l'ordre public et des collectivités locales.

Au sujet de l'obligation faite aux importateurs de produits destinés à la vente en l'état, le même responsable dira que le ministère du Commerce n'avait pas opéré de recul en accordant un délai supplémentaire aux 23 000 importateurs mais que cette décision était motivée par le souci de ne pas perturber l'approvisionnement du marché à l'approche du mois de Ramadhan.

N. I.

REPRISE DES ACTIVITÉS AU COMPLEXE LAITIER DE BIRKHADEM

Gain de cause pour les travailleurs de Colaital

Les travailleurs du complexe laitier de Birkhadem (Colaital) relevant du groupe Giplait ont eu gain de cause. Les revendications à l'origine d'une paralysie totale des activités du complexe durant six jours ont été toutes satisfaites. L'accord entre les deux parties a été conclu hier à 1h du matin.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est après cinq heures de négociations que les représentants des travailleurs et l'employeur sont

parvenus à un accord qui a permis au complexe laitier de Birkhadem de reprendre ses activités.

Les deux parties sont parvenues à un accord sur la revalorisation des salaires à hauteur de 10% sur le salaire de base, ainsi que la revue à la hausse des indemnités de la PRI et de la PRC à hauteur respectivement de 40% et 20%.

L'accord paraphé entre les deux parties stipule par ailleurs l'annulation de toutes les mesures disciplinaires et actions en justice enclen-

chées par la direction générale de Colaital à l'endroit des travailleurs grévistes.

Selon le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du secteur de l'agroalimentaire affiliée à l'UGTA, «l'accord en question notamment dans son volet financier permettra aux travailleurs du complexe de lait de Birkhadem de bénéficier d'une revalorisation salariale générale variant entre 40% et 50%».

A. B.

RETRAITÉS

Revalorisation de 12% des pensions et allocations

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, a annoncé hier à Alger une revalorisation de 12% des pensions et allocations de retraite au profit de plus de 2,5 millions de retraités, qui prend effet à compter du 1^{er} mai 2014.

Le ministre, qui a signé l'arrêté ministériel portant cette augmentation, a indiqué que cette mesure intervenait sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi 12-83 du 02 juillet 1983 modifiée et complétée relative à la retraite, qui consacre le principe de revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite.

APS